



Monnaie pleine: menace de graves problèmes économiques

Le 10 juin prochain, les citoyens suisses voteront sur l'initiative «Monnaie pleine». Un Comité politique très large a lancé, ce jeudi à Berne, la campagne de votation contre ce texte, qui aboutirait à une expérimentation risquée. economiesuisse soutient la campagne des opposants, car cette initiative poserait d'énormes problèmes à notre pays.

C'est une alliance inédite de représentants du PDC, du PLR, du PS, de l'UDC et des Vert'libéraux qui sont venus expliquer les raisons les motivant à refuser «Monnaie pleine». Ce changement radical du système monétaire suisse serait porteur d'importants risques pour notre économie. L'initiative veut interdire aux banques commerciales de créer de la monnaie scripturale dans le processus d'octroi des crédits. Elles devraient aussi gérer les comptes de virement hors bilan et ne pourraient plus faire travailler cet argent. En outre, la Banque nationale suisse devrait offrir les milliards de francs nouvellement créés aux citoyens et à l'État.

Aux yeux d'economiesuisse, il n'y a aucune raison de bouleverser un système stable et qui a fait ses preuves. Depuis la crise de 2008, nombre de mesures ont été prises pour consolider la place financière et protéger les dépôts bancaires de la clientèle. Un système de monnaie pleine ne serait d'aucune utilité en cas de crise financière mondiale.

Hausse des coûts pour les ménages et les PME

Du point de vue économique, les problèmes posés par l'initiative sont facilement identifiables: les banques devraient continuer de fournir les services du trafic de paiement, même sans pouvoir faire travailler l'argent de ces dépôts. Il s'ensuivrait automatiquement une hausse des frais bancaires pour la clientèle et la disparition des intérêts que ces dépôts peuvent rapporter.

Plus grave: on réduit la possibilité pour les banques d'octroyer des crédits de manière que celles-ci devraient trouver des investisseurs prêts à prendre ces risques ou réclamer les fonds auprès de la Banque nationale suisse. Cela provoquerait des complications, une raréfaction du crédit ainsi qu'une augmentation de son coût. Les PME suisses, qui ne peuvent faire appel aux marchés internationaux des capitaux, seraient les premières touchées.

La Banque nationale suisse n'est pas une poule aux œufs d'or

Finalement, le nouveau rôle que l'initiative veut attribuer à la Banque nationale serait lui aussi très problématique. Notre banque centrale ne devrait plus seulement contrôler directement la création de monnaie et le volume des crédits, elle devrait aussi financer diverses tâches publiques en créant l'argent nécessaire. L'idée d'offrir des «cadeaux» par milliards aux citoyens et à l'État peut séduire au premier abord, mais elle a une face cachée moins agréable: les pressions de tous milieux pour obtenir de l'argent gratuit deviendraient énormes, et le robinet resterait ouvert même sans nécessité économique. Dans le cas d'une forte inflation, la Banque nationale ne pourrait réduire la masse monétaire qu'avec d'immenses difficultés. Pour ces différentes raisons, le Parlement, le Conseil fédéral et la Banque nationale suisse rejettent eux aussi l'initiative. Dans les prochaines semaines, economiesuisse s'engagera, aux côtés d'autres organisations et de partis, contre «Monnaie pleine».

[Lire le communiqué de presse](#)